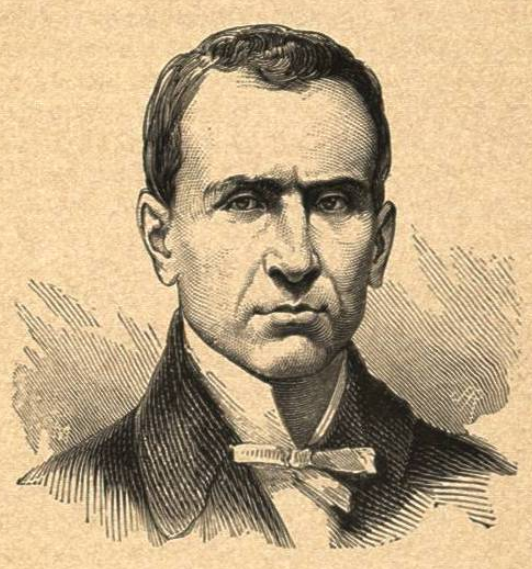
riage avec une jeune Mexicaine, M^lle^ Joséphine Peña y Ascarate, mariage qui fut d'ailleurs l'occasion d'un rapprochement entre le maréchal et l'empereur Maximilien. Suivant l'usage mexicain, l'empereur et l'impératrice servirent de parrain et de marraine aux deux époux. La bénédiction nuptiale leur fut donnée par l'archevêque de Mexico, dans la chapelle du palais impérial; au déjeuner qui suivit la cérémonie, Maximilien se montra particulièrement affectueux pour le maréchal et pour M^me^ Bazaine; l'empereur annonça ensuite à Bazaine qu'il lui donnait en toute propriété le palais de Buena-Vista, occupé par le quartier général de l'armée française, avec clause de rachat par le gouvernement mexicain, au prix de cent mille piastres (540,000 fr.), dans le cas où le maréchal rentrerait en France ou ne voudrait pas, pour toute autre raison, conserver la propriété du palais.

La bonne harmonie semble rétablie, pour un moment, entre le quartier général et la cour impériale. Une bonne nouvelle venait d'arriver à Mexico. Le deuxième emprunt mexicain tenté à Paris venait d'obtenir un succès complet. Les conditions dans lesquelles cet emprunt fut contracté n'étaient pas des plus avantageuses, puisque le trésor mexicain ne devait guère toucher que 96 à 97 millions de francs sur 250 millions dont il était débité, mais on ne pouvait espérer mieux dans les circonstances où l'on se trouvait, et comme le dit très bien le maréchal Randon écrivant à Bazaine quelques jours plus tard : « L'emprunt n'aurait pas donné le même résultat devant l'attitude inquiétante des Etats-Unis. » Presque tous les fonds furent souscrits par de petits preneurs, qui avaient confiance dans un gouvernement soutenu par l'armée française, et qui, par suite de cette confiance, se trouvèrent ruinés après l'insuccès final de l'expédition du Mexique. Tout cela n'empêchait pas l'empereur Maximilien de se plaindre amèrement du maréchal dans une lettre datée du 20 juin 1865, et de renouveler ces plaintes, d'une façon plus accentuée, dans une nouvelle lettre du 18 juillet, adressée à un de ses amis d'Europe, et que nous croyons devoir reproduire *in extenso* : « Je ne me plains pas contre les Français, auxquels le Mexique doit tant de reconnaissance, mais je me plains amèrement et directement contre quelques Français qui servent mal leur empereur et l'honneur de leur drapeau.



MIRAMON

Je parle de ces hauts fonctionnaires qui dépensent l'argent et le sang du Mexique inutilement, qui font toutes les intrigues pour contrecarrer la formation d'une armée nationale, qui renvoient des troupes sans la permission de leur souverain et contre les traités les plus sacrés, qui permettent et autorisent le vol et le saccage, qui démoralisent de plus en plus, tous les jours, une belle et glorieuse armée, qui foulent à leurs pieds les principes de la civilisation, la gloire de Napoléon et de ses drapeaux ; je parle de ces chefs qui me laissent dans l'ignorance la plus complète des faits militaires, qui me parlent de victoires quand il y a des défaites, qui sacrifient inutilement de braves troupes, qui ont mis mon empire dans une position militaire plus triste qu'elle n'a été l'année passée, qui permettent à Juarès d'enrôler une nouvelle armée, et de se moquer d'un maréchal de France et de son armée.

» Si je ne me plains pas ouvertement, si je ne montre pas mon mépris, c'est par égard pour mon meilleur ami, pour l'empereur Napoléon, par respect pour cette grande nation à laquelle nous devons tant ; j'avale bien des injustices, bien des humiliations auxquelles je n'étais accoutumé de ma vie, par amour pour ma nouvelle patrie, par amitié pour la France, je fais comme si j'étais dupé pour sauver l'avenir, et vous savez bien que je ne suis la dupe de personne et que ma mémoire, malheureusement trop bonne, me fait rappeler toutes les promesses et tous les mensonges qu'on m'a faits et dits depuis quatorze mois. Aucune des promesses n'a été tenue, et, je le répète, la situation militaire est plus mauvaise que l'année dernière, chose que je peux vous prouver sur la carte et par les rapports que je reçois, qui, c'est vrai, ne me parviennent pas malheureusement du quartier général, comme cela devrait être, mais qui, pour cela, ne sont pas moins authentiques. Du reste, je me console de ne pas recevoir des rapports inexacts du quartier général, puisque que le même malheur arrive, comme je viens de le savoir positivement, à l'empereur des Français.

» On se joue des deux empereurs, voilà la situation ; mais elle ne durera pas longtemps ; les deux empereurs commencent à voir clairement, et le Mexique et la gloire de l'armée française seront sauvés, et triompheront de toutes les intrigues méprisables. »

Les sentiments manifestés par la population mexicaine vis-à-vis des troupes françaises ne ressemblaient souvent à rien moins qu'à de la sympathie. On avait célébré pompeusement, le 5 mai, dans les églises de Mexico, le *glorieux* anniversaire de la victoire remportée par le général Zaragoza sur la brigade Lorencez. L'enterrement du colonel Tourre, commandant le 3e zouaves, fut, le 5 octobre, l'occasion d'outrages prodigués à la France. Un incendie ayant éclaté, le 3, dans Mexico, le colonel Tourre s'y porta avec ses zouaves, et déploya la plus grande ardeur pour opérer le sauvetage des habitants d'une maison incendiée. Plusieurs zouaves s'étant aventurés jusque dans les étages supérieurs, il s'élança sur leurs pas pour les rappeler : un plafond s'effondra sous ses pieds, et il fut précipité dans un brasier ardent. On ne retrouva son corps que le lendemain, entièrement carbonisé et méconnaissable. Les autorités militaires assistèrent à ses obsèques, et sur le passage du cortège un Mexicain proféra des injures contre les Français ; il fut immédiatement arrêté, traduit devant un conseil de guerre, et condamné à cinq ans de travaux forcés. L'empereur le gracia peu de temps après : il n'était coupable, en effet, que d'avoir dit tout haut ce que Maximilien pensait peut-être tout bas.

Cependant, le colonel van der Snissen, laissé avec la légion belge dans le Michoacan, sans autre appui que celui des Mexicains de Mendez et 600 zouaves commandés par le colonel Clinchant, avait tiré une éclatante vengeance du combat de Tacambaro, sur les lieux mêmes du désastre. En apprenant la prise d'Uruapan par Arteaga, le colonel Clinchant s'était porté rapidement sur cette ville et l'avait reprise, le 23 juin, après un combat dans lequel avait été tué le partisan Pueblita. Pendant ce temps, le colonel van der Snissen s'était rendu, le 29 juin, à Tacambaro. Menacé d'une attaque par le corps d'Arteaga, il simula une retraite et rétrograda jusqu'à Santa-Clara avec ses malades. Arteaga donna dans le piège et revint occuper Tacambaro avec 3,000 hommes. Le colonel van der Snissen, renforcé par les Mexicains du colonel Mendez, revint sur ses pas, le 11 juillet, forma sa troupe, forte de 850 hommes, en trois colonnes, s'élança avec une vigueur inouïe sur les juaristes, mit en fuite leur cavalerie et aborda l'infanterie à la baïonnette. Au bout d'une heure,



la victoire était complète ; les Belges prirent un drapeau, six pièces d'artillerie, six cents armes parmi lesquelles les carabines perdues à la première affaire de Tacambaro. Les libéraux perdirent, en outre, 300 prisonniers et 300 hommes hors de combat. La perte des Belges s'éleva à onze tués, dont un officier. La bande d'Arteaga fut complètement dispersée : le colonel van der Snissen rentra dans Morelia. Cette victoire, qui réparait glorieusement l'échec du major Tydgadt, fut célébrée avec bruit : elle fut, commme cela était bien naturel, particulièrement agréable à l'impératrice Charlotte.

Cette fille de Léopold Ier, petite-fille de Louis-Philippe, avait le cœur non seulement belge, mais encore français. Le colonel de Potier ayant cru devoir se rendre avec son régiment, le 81e, au palais de Chepultepec, d'où était absent Maximilien, pour adresser ses félicitations à l'impératrice, elle voulut passer devant le front des troupes, parlant à la plupart des officiers et à plusieurs soldats : le régiment défila ensuite devant elle aux cris de vive l'empereur, vive l'impératrice. « Ils étaient superbes, écrivait-elle le même jour, avec leur air martial, leurs pantalons rouges, couvre-nuque et guêtres blanches. A vous dire vrai, la vue de tout régiment français me cause un battement de cœur indéfinissable et je ne sais quel sentiment de consanguinité. Les drapeaux troués, qui sont restés parmi les premiers souvenirs de mon existence, produisent sur moi une sensation que je ne pourrais dire. C'est de l'affection, de l'admiration, le tout ensemble, mais tout en la retenant, car que suis-je pour ces hommes-là qui me sont tout? » Pauvre princesse Charlotte!

Une bonne part dans la victoire de Tacambaro revenait au colonel Mendez et à ses Mexicains : il ne fut pas fait mention d'eux dans le rapport belge. Mendez réclama vivement le commandement qui lui appartenait de droit en raison de la supériorité du grade. Le lieutenant-colonel van der Snissen refusa de servir sous ses ordres ; il fallut retirer les Belges du Michoacan et les envoyer, sous le commandement du général Douay, dans le nord, où ils ne voulurent pas obéir davantage aux officiers français.

Cependant le président Juarès était toujours à Chihuahua, où sa présence offusquait Maximilien. Sur la demande de l'empereur, le maréchal Bazaine prescrivit au général Brin-

court de se porter de Durango sur Chihuahua. Ce général partit le 1er juillet : il avait sous ses ordres le 18e bataillon de chasseurs à pied, deux bataillons du 95e, deux escadrons du 1er chasseurs d'Afrique et deux sections d'artillerie, soit en tout 2,500 hommes. Il avait à parcourir plus de cent soixante lieues, dont cent cinq jusqu'à Allende, qui se trouve à sept lieues du Parral, où étaient concentrées les forces ennemies. Ces forces se replièrent vers le désert de Mapimi à l'approche des Français, après avoir encloué leurs pièces, noyé leurs munitions et brisé leurs affûts. Le 9, l'avant-garde du général Brincourt arriva à Santa-Cruz-de-Rosales, où elle s'empara de quatorze canons abandonnés par l'ennemi : elle n'était plus qu'à vingt-sept lieues de Chihuahua, d'où Juarès était parti le 5 pour se réfugier à Paso-del-Norte, sur la frontière des Etats-Unis. Le général assura ses communications en arrière par des postes laissés à Rio-Florido, Allende, le Parral, Santa-Rosalia et Santa-Cruz-de-Rosales : il entra ensuite dans Chihuahua le 15, à la tête d'une colonne légère. Un incident regrettable avait marqué cette expédition. Le sous-lieutenant Pyot, du 95e de ligne, avait été nommé lieutenant à la suite d'un coup de main exécuté, dans la nuit du 3 au 4 février, au rancho de los Sancès, dans les environs d'Aguas-Calientes. Parti le soir d'Estipac, il arriva, vers trois heures du matin, par un temps affreux et après une marche des plus pénibles, à peu de distance du rancho, où la bande de Simon Gutierez s'était enfermée pour passer la nuit. Le sous-lieutenant Pyot fit tourner la position par quelques hommes et s'élança à la baïonnette sur les Mexicains endormis : l'ennemi, complètement surpris, put à peine résister : il prit la fuite, abandonnant 15 tués, 45 prisonniers, deux cent soixante-quatre chevaux sellés et bridés. Gutierez lui-même, blessé et à demi nu, ne dut son salut qu'à l'obscurité. Devenu lieutenant, le même officier était allé, le 7 août, au Parral avec sa compagnie, pour chercher une somme d'argent nécessaire à la colonne. Il s'installa, pour la nuit, dans la maison municipale. Une bande de 500 hommes avec trois pièces de canon et une trentaine de cavaliers pénètre à l'improviste dans la ville, et se glissant de maison en maison, avec la connivence des habitants, cerne complètement la compagnie du 95e. Eveillée par le bruit des roues des pièces



d'artillerie, cette compagnie se forme rapidement, mais assaillie par le feu très vif d'une troupe nombreuse tirant à bout portant, elle fut bientôt hors d'état de se maintenir dans cette position. Le lieutenant, se mettant à la tête de ses hommes, marcha résolument vers la porte de la ville, et en chargeant à l'arme blanche, il parvint à se frayer un passage pour franchir cette porte et rejoindre la colonne principale à Rio-Florido ; il avait perdu le sous-lieutenant Roch, tué avec 12 sous-officiers et soldats, et 17 blessés (1).

L'occupation de Chihuahua plaçait la tête de colonne de l'armée française à plus de quatre cents lieues de Mexico : l'empereur Maximilien apprit cette nouvelle avec bonheur. Le bruit courut même que Juarès était passé sur le territoire américain, et Maximilien se crut le maître absolu du Mexique. Mû par des sentiments dont il est assez difficile d'apprécier la nature, il commit alors un des actes qui lui ont été le plus vivement reprochés, quoiqu'il rentrât dans les habitudes de la guerre civile. Par un décret en date du 3 octobre 1865, les mesures les plus rigoureuses, on pourrait même dire les plus cruelles, furent édictées contre tous les ennemis de l'empire. Aux termes de ce décret, tous les individus faisant partie des bandes ou rassemblements non autorisés devaient être jugés par des cours martiales, condamnés à la peine de mort et exécutés dans les vingt-quatre heures. Ceux qui seraient pris les armes à la main devaient être jugés sommairement par le commandant de la troupe au pouvoir de laquelle ils tomberaient. Leur étaient assimilés ceux qui volontairement leur auraient procuré de l'argent ou toute autre espèce de secours, ceux qui leur auraient donné des nouvelles ou des conseils, ceux qui leur auraient vendu des armes, des chevaux, des munitions, des vivres, ceux qui, pouvant le faire, ne se défendraient pas contre leurs attaques, ceux qui leur donneraient asile ou ne préviendraient pas les autorités de leur approche, etc. Ce décret était à peu de chose près la reproduction de celui du 25 janvier 1862, en vertu duquel avait été fusillé le général Roblès. La promulgation fut précédée de la proclamation ci-après, destinée à l'expliquer :

(1) Historique du 95e.

« Mexicains,

» La cause soutenue avec tant de courage et de constance par Benito Juarès avait déjà succombé non seulement devant la volonté nationale, mais devant la loi même que le chef invoquait à l'appui de ses titres. Aujourd'hui, cette cause, dégénérée en faction, est restée abandonnée par le fait de la sortie de son chef du territoire de la patrie.

» Le gouvernement national a été longtemps indulgent, et il a prodigué les actes de clémence pour laisser aux hommes égarés, à ceux qui ne connaissaient pas l'état des choses, la possibilité de s'unir à la majorité de la nation et de rentrer dans le chemin du devoir.

» Il a obtenu le résultat désiré ; les hommes honorables se sont groupés autour de son drapeau et ont accepté les principes justes et libéraux qui guident sa politique. Le désordre n'est plus entretenu que par quelques chefs égarés par des passions qui n'ont rien de patriotique, et par une soldatesque sans frein qui reste toujours comme le dernier et triste vestige des guerres civiles.

» Dorénavant la lutte sera entre les hommes honorables de la nation et les bandes de malfaiteurs et de brigands. Le temps de l'indulgence est passé : elle ne servirait plus qu'au despotisme des bandes, à ceux qui incendient les villages, à ceux qui volent et assassinent les citoyens pacifiques, de malheureux vieillards et des femmes sans défense.

» Le gouvernement, fort de son pouvoir, sera désormais inflexible dans le châtiment, puisqu'ainsi l'exigent les droits de la civilisation, le respect de l'humanité et les exigences de la morale.

» Maximilien (1). »

On a attribué au maréchal Bazaine l'inspiration qui dicta ce fatal décret. Il paraît certain que si le chef de l'armée française ne fut pas en cette occasion le promoteur du décret, il en eut du moins la connaissance préalable, et en corrigea même les termes. En tout cas, il en aggrava la portée par une circulaire qu'il adressa lui-même, le 11 octobre, à tous les commandants supérieurs, et qui était, il faut bien le dire,

(1) Lefebvre, *Histoire de l'intervention française au Mexique.*



motivée par un crime. Des bandits, se qualifiant de troupe libérale, avaient attaqué, le 7, un train de chemin de fer, entre Vera-Cruz et la Soledad : le mécanicien, voyant les rails d'un tournant enlevés, donna un coup de sifflet d'alarme ; il fut immédiatement tué. Un chef de bataillon, un garde d'artillerie et six autres militaires français furent massacrés, coupés en morceaux et honteusement mutilés : les femmes qui se trouvaient dans le train furent maltraitées. Quelques hommes, envoyés sur les lieux par le commandant Eloi, arrivèrent trop tard : 40 Egyptiens et 20 Mexicains à cheval, expédiés par le commandant de la Soledad, eurent un caporal tué et 7 hommes blessés, sans pouvoir atteindre l'ennemi. Les habitants de Vera-Cruz osèrent s'enorgueillir tout haut de ce *coup de main*. L'irritation du maréchal fut grande, et sous son empire, il écrivit une circulaire qui se terminait ainsi :

« Les représailles deviennent une nécessité et un devoir. Tous ces bandits, y compris leurs chefs, ont été mis hors la loi par le décret impérial du 3 octobre 1865. Je vous invite à faire savoir aux troupes sous vos ordres que je n'admets pas qu'on fasse des prisonniers. Tout individu, quel qu'il soit, pris les armes à la main, sera mis à mort. Aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir. Il faut que nos soldats sachent bien qu'ils ne doivent pas rendre les armes à de pareils adversaires.

» C'est une guerre à mort, une lutte à outrance entre la barbarie et la civilisation, qui s'engage aujourd'hui. Des deux côtés il faut tuer ou se faire tuer. »

Quels que soient les motifs qui aient pu atténuer la portée morale de cet acte, on ne peut s'empêcher de regretter que la signature d'un maréchal de France figure au bas d'un pareil document. Cette signature était, il est vrai, celle de Bazaine.

Vers la même époque parut la loi organique de l'armée mexicaine (25 juillet 1865), créant huit divisions militaires et cinquante-deux départements. Deux grands commandements militaires français furent en outre institués : le premier, confié au général Douay, avait son siège à San-Luis-de-Potosi, et comprenait les 3e et 5e divisions militaires, composées des Etats de San-Luis, Tamaulipas, Nuevo-Léon et Cohahuila ; le